

LES BANQUES ALIMENTAIRES ET LA CHARITÉ PERPÉTUENT LES INÉGALITÉS DANS LES PAYS RICHES : UNE FAUSSE SOLUTION AU PROBLÈME DE LA FAIM

Alison Cohen, Kayleigh Garthwaite, Sabine Goodwin, jade guthrie, Wendy Heipt

Alison Cohen est directrice principale des programmes chez WhyHunger. Elle a rédigé cet article avec ses collègues de WhyHunger, Kristen Wyman, Suzanne Babb, Lorrie Clevenger et Betty Fermin. **Kayleigh Garthwaite**, titulaire d'un doctorat, est professeure associée à l'École de politique sociale de l'Université de Birmingham. Elle est également administratrice de l'Independent Food Aid Network (IFAN). **Sabine Goodwin** est coordinatrice à l'Independent Food Aid Network (IFAN). **jade guthrie** est responsable des programmes et éducatrice chez FoodShare Toronto. Et **M. Wendy Heipt** est membre du conseil d'administration de WhyHunger.



“L’augmentation actuelle de l’insécurité alimentaire persistante est une conséquence prévisible de systèmes qui reposent sur le « capitalisme de bas étage » et la culture d’entreprise, et qui ont un impact négatif extrême sur les communautés marginalisées.”

LES BANQUES ALIMENTAIRES EN PLEIN ESSOR

La pandémie de Covid-19 a mis en évidence les injustices et les inégalités alimentaires vécues par un trop grand nombre de personnes dans ce que l’on appelle le « Nord », en particulier dans les communautés marginalisées – noires, autochtones et de couleur (PANDC). Pour contrer cette évolution, les gouvernements et le secteur privé ont multiplié les initiatives d’aide alimentaire d’urgence sans jamais s’attaquer aux véritables causes de l’insécurité alimentaire. Ils n’ont pas non plus cherché à comprendre le parcours des personnes en situation d’insécurité alimentaire et de pauvreté, ni à suivre l’exemple des communautés qui s’organisent et collaborent pour produire et distribuer la nourriture de façon durable. L’augmentation actuelle de l’insécurité alimentaire persistante est une conséquence prévisible de systèmes qui reposent sur le « capitalisme de bas étage¹ » et la culture d’entreprise, et qui ont un impact négatif extrême sur les communautés marginalisées. A l’avenir, les pays du « Nord » (tels que les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni) peuvent soit continuer sur cette voie, soit prendre conscience de l’existence d’un autre chemin et l’emprunter. Ce serait l’occasion de reconstruire une société plus équitable et de reconnaître que l’aide alimentaire d’urgence n’est pas la solution aux problèmes structurels et systémiques qui sous-tendent l’insécurité alimentaire.

L’année dernière, l’insécurité alimentaire a augmenté brutalement dans le Nord. Au Royaume-Uni, par exemple, les banques alimentaires indépendantes ont constaté une augmentation sans précédent des besoins en colis alimentaires d’urgence tout au long de l’année 2020. Les chiffres les plus récents de l’Independent Food Aid Network, un réseau indépendant d’aide alimentaire, ont montré une augmentation de 190 % du nombre des colis alimentaires d’urgence pour trois jours distri-

REMERCIEMENTS |

Nous remercions tout particulièrement **R. Denisse Córdova Montes** (directrice associée par intérim de la Clinique des droits humains et maître de conférences en droit, faculté de droit de l’université de Miami), **Leticia Ama Deawuo** (présidente du conseil d’administration de SeedChange), **Carolynne Crawley** (fondatrice de Msit No’kmaq) et **Deirdre Woods** (administratrice du Réseau indépendant d’aide alimentaire), pour leur soutien lors de la révision de cet article.

PHOTO | Food Bank of Central & Eastern North Carolina

¹ Terme attribué au sociologue Joel Rogers de l’Université du Wisconsin-Madison. Dans une société capitaliste primaire, les salaires sont déprimés car les entreprises se font concurrence sur base du prix des biens, et non pas sur base de leur qualité. Les incitants destinés aux travailleurs dits non qualifiés sont généralement des sanctions, et pas des promotions; l’inégalité règne et la pauvreté gagne du terrain. Aux États-Unis, 1 % des Américains les plus riches possèdent 40 % de la richesse du pays, tandis que la proportion de personnes en âge de travailler (18-65 ans) vivant dans la pauvreté est la plus importante de toute l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Pour plus d’informations, veuillez consulter le site : www.nytimes.com/interactive/2019/08/14/magazine/slavery-capitalism.html

bués par 83 banques alimentaires indépendantes entre mai 2020 et mai 2021.² Le Trussell Trust, la plus grande franchise de banques alimentaires du Royaume-Uni, a publié en avril 2021 des chiffres qui indiquent un record de 2,5 millions de colis alimentaires d'urgence distribués à des personnes en difficulté, soit une augmentation de 33 % par rapport à l'année précédente.³ Aux États-Unis, les files d'attente de plusieurs kilomètres devant les banques alimentaires et les soupes populaires⁴ témoignaient de l'ampleur et l'intensité de l'insécurité alimentaire. Les banques alimentaires américaines ont fourni l'équivalent de 4,2 milliards de repas entre mars et novembre 2020⁵ et 80 % d'entre elles ont assisté plus de personnes qu'avant la pandémie. Au Canada, les banques alimentaires ont eu du mal à rester ouvertes et à faire face à la demande en hausse.⁶ Dans ces trois pays, le nombre croissant de ces « nouveaux affamés » a attiré pour la première fois l'attention d'un large public sur l'aide alimentaire caritative. Et même si ces efforts d'urgence peuvent nourrir ces personnes pour le moment, ils ne suppriment pas les causes qui les amènent à avoir besoin de ces services.⁷ Il est plus clair que jamais que les banques alimentaires ne permettent tout simplement pas de sortir de l'insécurité alimentaire persistante.

Parallèlement à cette augmentation de la demande alimentaire, on a pu observer un accroissement considérable et préoccupant du financement direct de l'aide alimentaire caritative par les gouvernements. A titre d'exemple, le ministère britannique de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales (DEFRA) a promis 16 millions GBP (22 millions USD) à FareShare et au WRAP (Waste and Resources Action Programme), ainsi qu'un fonds pour les petites organisations caritatives de distribution alimentaire en Angleterre.⁸ Aux États-Unis, le ministère de l'Agriculture (USDA) a annoncé que le Congrès octroierait 850 millions USD supplémentaires d'aide aux victimes du coronavirus, en plus du financement habituel des banques alimentaires. Ils ont également élargi le partenariat public-privé⁹ Meals-to-You (désormais arrivé à son terme), en collaboration avec le Baylor Collaborative on Hunger and Poverty, McLane Global, PepsiCo et d'autres, afin de servir plus d'un million de repas par semaine aux élèves d'un nombre limité d'écoles rurales fermées à cause de la Covid. En avril 2020, le gouvernement canadien a annoncé le déblocage de pas moins de 100 millions USD pour les Banques alimentaires du Canada et d'autres organisations de secours alimentaire par le biais du Fonds d'urgence pour la sécurité alimentaire, afin de « contribuer à améliorer l'accès à la nourriture des personnes en situation d'insécurité alimentaire en raison de la pandémie de Covid 19 ».¹⁰

Tous ces financements supplémentaires cherchent à résoudre le problème grandissant de l'insécurité alimentaire. Or, l'aggravation de celle-ci est un symptôme de maux plus profonds, et gonfler les fonds destinés aux organisations caritatives alimentaires n'apporte même pas une ébauche de solution à ces problèmes de fond.

LES COMMUNAUTÉS NOIRES, AUTOCHTONES ET DE COULEUR SONT LES PLUS TOUCHÉES PAR LA COVID-19

D'autre part, même si toutes les communautés de ces pays se sont transformées dans une certaine mesure à cause de la pandémie, elles n'ont pas été impactées de la même manière. Les communautés PANDC, les personnes vivant dans la pauvreté, les personnes handicapées et les mères célibataires font partie des groupes les plus violemment frappés. Les communautés noires et autochtones ont été fortement touchées par le virus, parfois jusqu'à 10 fois plus que les groupes non racisés, comme on l'a vu à Toronto, au Canada. Les personnes à faible revenu ont sombré encore davantage dans la pauvreté.¹¹ Au Royaume-Uni, « chaque trimestre depuis le

2 Réseau indépendant d'aide alimentaire (22 décembre 2020). *Independent Food Bank Emergency Food Parcel Distribution in the UK February to November 2019 and 2020*. Disponible sur : [IFAN REPORT 22.12.20 FINAL.pdf?id=3360657](https://www.ifan-report.org/FINAL.pdf?id=3360657)

3 Voir : www.trusselltrust.org/news-and-blog/latest-stats/end-year-stats/

4 S. Martelli (14 décembre 2020). La faim atteint des sommets, la demande augmente pour les banques alimentaires américaines. BBC News. Disponible sur : www.bbc.com/news/world-us-canada-55307722

5 D. Himmelgreen et J. Heuer (2 février 2021). *Comment les banques alimentaires aident les Américains qui ont du mal à se nourrir*. The Conversation. Disponible sur : theconversation.com/how-food-banks-help-americans-who-have-trouble-getting-enough-to-eat-148150

6 A. Harvey (11 avril 2020). *Les banques alimentaires canadiennes ont du mal à rester ouvertes, alors que la demande pour leurs services monte en flèche*. The Globe and Mail. Disponible sur : www.theglobeandmail.com/canada/toronto/article-canadian-food-banks-struggle-to-stay-open-just-as-demand-for-their/

7 P. Butler (1er novembre 2020). Un nombre croissant de « nouvellement affamés » contraints d'utiliser les banques alimentaires britanniques. *The Guardian*. Disponible sur : www.theguardian.com/society/2020/nov/01/growing-numbers-newly-hungry-forced-use-uk-food-banks-covid

8 DEFRA (8 mai 2020). Communiqué de presse - 16 millions de livres sterling pour des oeuvres caritatives alimentaires afin de fournir des repas aux personnes dans le besoin. *GOV.UK*. Disponible sur : www.gov.uk/government/news/16-million-for-food-charities-to-provide-meals-for-those-in-need

9 Voir : mealstoyou.org/

10 Gouvernement du Canada. (ND). *Fond d'urgence pour la sécurité alimentaire*. Disponible sur : www.agr.gc.ca/eng/agricultural-programs-and-services/emergency-food-security-fund/?id=1585855025072

11 Toronto Foundation (novembre 2020). *The Toronto Fall Out Report. Half a year in the life of COVID-19*. Disponible sur : torontofoundation.ca/wp-content/uploads/2020/11/Toronto-Fallout-Report-2020.pdf

début de la pandémie, un travailleur à bas salaire sur 20 a perdu son emploi»¹² Ces communautés ne sont pas intrinsèquement vulnérables, mais leur « vulnérabilité » collective a été institutionnalisée par les politiques et les structures de l'État, et la pandémie les a encore marginalisées davantage.¹³ Ces dures vérités sur la pandémie - la façon dont les communautés marginalisées en ont massivement supporté le poids - disparaissent souvent des messages gouvernementaux sur la Covid-19. Cette invisibilisation délibérée des réalités vécues par les personnes racisées, pauvres et handicapées dans les récits dominants, contribue à dépolitiser le problème – le problème de la pandémie, de la pauvreté, ou de l'insécurité alimentaire. Nous ne pouvons pas continuer à parler de l'insécurité alimentaire sans parler du colonialisme, de la pauvreté, du racisme, du capitalisme, du patriarcat et du capacitisme. Alors que nous avons entendu les dirigeants politiques nous assurer que « personne ne serait délaissé », la dure réalité, c'est que des communautés sont laissées pour compte tous les jours. Augmenter le nombre de repas distribués par les banques alimentaires ne change rien à cette réalité.

Ces réalités profondes et leurs conséquences étaient inévitables au vu de nos systèmes actuels. Le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada sont des pays coloniaux, « capitalistes », un raccourci pour désigner une série d'arrangements gouvernementaux qui soutiennent en partie des systèmes économiques fondés sur la propriété privée des biens et des ressources. Les pays capitalistes se différencient notamment par le nombre et la nature de leurs réglementations, par le degré de contrôle politique institutionnel, par le type de système fiscal en place, ainsi que par la présence et la solidité d'un filet de sécurité sociale.¹⁴ Ces sociétés capitalistes¹⁵ « de bas étage » sont des structures économiques qui se sont développées aux dépens de personnes réduites en esclavage, et elles continuent à avoir un impact extrêmement négatif sur les communautés PANDC. Dans les sociétés capitalistes de ce type, les réglementations sont faibles, la structure fiscale favorise les nantis, et l'inégalité dans la distribution des richesses est extrême.¹⁶ Une petite frange de la population devient démesurément riche grâce au labeur des travailleurs et travailleuses à bas salaire¹⁷ et des plus marginalisés¹⁸ et l'insécurité alimentaire est un des prix à payer pour le maintien du statu quo.

Dans ce type de système, les banques alimentaires aggravent la situation en fournissant une aide alimentaire d'urgence sans remettre en cause les structures responsables de ces conditions inéquitables.

S'il peut être facile pour certaines personnes - en particulier les communautés blanches héritières du patrimoine de leurs ascendants - d'ignorer ces déséquilibres sous-jacents pendant les périodes dites « normales », les inégalités en matière de richesse, de santé et d'accès à une alimentation adéquate sont exacerbées¹⁹ pendant une crise, et deviennent plus difficiles à ignorer. Au lieu d'attaquer les problèmes de front et de voir l'insécurité alimentaire comme une difficulté à surmonter, les gouvernements ont plutôt choisi d'accepter l'insécurité alimentaire croissante comme une désagréable réalité. Cette tolérance de l'inacceptable institutionnalise encore davantage la réalité de l'insécurité alimentaire. Pour preuve de cette acceptation, ces autorités se sont tournées vers des entreprises et des banques alimentaires pour augmenter leur capacité plutôt que de s'attaquer à la pauvreté ou à la structure de la société. Dans une crise, cette attitude non seulement préserve le statu-quo, mais bénéficie par ailleurs activement au sommet de la pyramide, tandis que la base se retrouve encore davantage écrasée.

12 R.Partington (22 janvier 2021). Les travailleurs faiblement rémunérés au Royaume-Uni sont plus de deux fois plus susceptibles de perdre leur emploi en cas de pandémie. *The Guardian*. Disponible sur: www.theguardian.com/business/2021/jan/22/low-paid-workers-in-uk-more-than-twice-as-likely-to-lose-job-in-pandemic

13 Par exemple, en 2019, une étude canadienne a indiqué que les ménages noirs étaient 3,56 fois plus susceptibles de souffrir d'insécurité alimentaire que les ménages blancs. Aux États-Unis, « plus de 60% des comtés à majorité amérindienne ont connu une insécurité alimentaire grave en 2019 ». Un rapport britannique de 2017 a révélé qu'il y avait des personnes handicapées dans plus de la moitié des ménages participant à un programme alimentaire d'urgence, et des malades dans les trois quart d'entre eux, avec l'insécurité financière induite par leur condition. Les données recueillies au cours de la pandémie ont montré qu'une personne sur 10 (9%) tributaire des banques alimentaires du réseau Trussell Trust est noire ou noire britannique. Ce taux est trois fois supérieur à celui du reste de la population britannique (3%). Ces chiffres mettent en évidence les hiérarchies systémiques qui ont toujours existé et que la pandémie a révélées.

14 Les multiples visages du capitalisme se reflètent dans les nombreux labels attribués aux différentes formes de capitalisme, qui incluent le capitalisme du laissez-faire, le capitalisme responsable, le capitalisme actionnarial, le capitalisme sauvage, le capitalisme oligarchique, le capitalisme prédateur, etc.

15 *Supra* Note 1.

16 Voir: Pew Research Center (janvier 2020). *La plupart des Américains disent qu'il y a trop d'inégalités économiques aux États-Unis, mais moins de la moitié la considèrent comme une priorité absolue*. Signalons qu'il existe de nombreuses façons de mesurer l'inégalité des revenus, mais quelle que soit la méthodologie utilisée, l'inégalité économique aux États-Unis est plus prononcée.

17 A titre d'exemple, Westmoreland, une des plus grandes compagnies pétrolières d'Amérique du Nord, a déposé son bilan un an après avoir versé des primes conséquentes à ses cadres. Un juge commissaire a statué que la société pouvait arrêter de financer l'assurance maladie de centaines de mineurs retraités et de leurs familles, amenant l'avocat de la société à déclarer : « Ce n'est pas la faute des retraités...Ni la faute de l'entreprise. C'est à cause du marché [...] ».

18 Par exemple, Heather Bresch, PDG de Mylan, a augmenté de plus de 400% le prix des EpiPens qui

LES ALLIANCES ENTRE LES ENTREPRISES ET L'AIDE ALIMENTAIRE PERPÉTUE LA PAUVRETÉ

Dans ces trois États-nations, les dons alimentaires ont augmenté en même temps que les partenariats avec les entreprises.²⁰ Par exemple, celles qui ont donné de la nourriture aux banques alimentaires pendant la pandémie ont bénéficié à la fois de crédits d'impôt²¹ et d'une bonne publicité.²² Cette alliance entre les entreprises et les banques alimentaires, déjà présente avant la crise, s'est renforcée et survivra très probablement à la conjoncture actuelle. Elle s'appuie également sur le partenariat néfaste qui existait avant la pandémie entre la cupidité des entreprises et les filets de sécurité gouvernementaux. À la faveur de cette complicité immorale, des entreprises géantes exploitent leurs travailleurs, en très grande partie des PANDC, tout en surpayant leurs cadres supérieurs. Les travailleurs à bas salaires se retrouvent donc forcés de dépendre des programmes gouvernementaux pour survivre²³, tandis que les entreprises disposent de liquidités pour faire des dons en échange desquels elles bénéficient d'allègements fiscaux.²⁴ C'est ainsi que ces entreprises créent effectivement les conditions qui engendrent et perpétuent la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

Et alors que de nombreux petits commerces ont connu des difficultés au cours de l'année écoulée, les chiffres d'affaires des plus grandes entreprises de vente au détail ont explosé; celles-là même qui font pression contre les augmentations du salaire minimum, brisent les syndicats et refusent d'octroyer des jours de congé maladie payés tirent profit de cette pandémie mondiale.²⁵ Aux États-Unis, dans le cadre de la déduction fiscale fédérale majorée pour les dons alimentaires, les entreprises peuvent déduire jusqu'à 15 % de leur revenu net. Ces bénéfices supplémentaires n'ont pas été répercutés sur les personnes employées en première ligne les moins bien payées, et même celles qui ont reçu une « prime de risque » pendant la pandémie ont supprimé ces programmes alors que leurs dirigeants ont perçu des millions de dollars²⁶. La fin de la prime de risque n'a pas seulement ramené cet argent dans les poches des actionnaires et des élites des entreprises, elle a également aggravé l'inéquité raciale, ethnique et de genre, les communautés PANDC et les femmes étant majoritaires en première ligne dans le commerce de détail. Ces sociétés se présentent comme « des employeurs bienveillants » prenant des initiatives telles que la prime de risque et les dons alimentaires, alors que, dans l'ombre, elles continuent de mépriser les droits de leur main d'oeuvre, ce qui ne fait qu'accentuer l'impact de la pandémie sur les communautés PANDC et la main d'oeuvre à bas salaire.²⁷

Ce n'est pas une coïncidence si les personnes qui s'enfoncent davantage dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire travaillent principalement dans la chaîne alimentaire – main d'oeuvre agricole migrante, employés et employées d'entrepôts de transformation de la viande et d'épiceries.²⁸ Ces « héros et héroïnes de première ligne », qui risquent leur vie pour garnir les tables du Nord, peinent à se nourrir et à nourrir leurs familles à cause de cette culture d'entreprise basée sur l'exploitation.

Ces arrangements permettent aux gouvernements de se soustraire davantage à leurs responsabilités, et contribuent à fausser la perception du grand public. Non seulement les personnes qui essaient d'aider les autres et font des dons aux banques alimentaires croient à tort qu'elles contribuent à résoudre le problème, mais en plus, leur attention est monopolisée par les symptômes visibles de la maladie, sans en comprendre les causes profondes. Il est donc crucial que l'approvisionnement alimentaire d'urgence ne soit pas présenté aux populations du Nord comme « la » solution. Il est temps de cesser de donner priorité aux réponses caritatives de fortune et de commencer à s'intéresser aux structures qui conduisent à l'insécurité

sauvant des vies, alors que sa rémunération est passée de 2,5 millions de dollars en 2007 à près de 19 millions de dollars en 2015.

19 R. Menon (29 décembre 2020). La Covid-19 et le cauchemar de l'insécurité alimentaire. The Nation. Disponible à l'adresse: www.thenation.com/article/economy/covid-hunger-inequality/

20 Voir : M. Egan (26 janvier 2021). Les milliardaires américains se sont enrichis de 1100 milliards de dollars pendant la pandémie. CNN Business. Disponible sur: edition.cnn.com/2021/01/26/business/billionaire-wealth-inequality-poverty/index.html

21 Aux États-Unis, dans le cadre de la « Déduction fiscale fédérale majorée pour dons alimentaires », les entreprises peuvent déduire jusqu'à 15 % de leur revenu net pour les dons alimentaires.

22 A. Fisher (22 avril 2020). La crise de la Covid renforce le complexe industriel de la faim. The MIT Press Reader. Disponible à l'adresse : reader.mitpress.mit.edu/the-covid-crisis-is-reinforcing-the-hunger-industrial-complex/

Notons que Smithfield, un grand producteur de porc poursuivi en justice pour racisme environnemental, a bénéficié d'une presse favorable pour avoir offert des millions de kilos de protéines aux banques alimentaires pendant la pandémie.

23 E. Rosenberg (18 novembre 2020). Walmart et McDonald's ont le plus grand nombre de travailleurs bénéficiant de coupons alimentaires et de Medicaid, New Study Shows. Seattle Times. Disponible à l'adresse: www.seattletimes.com/business/walmart-and-mcdonalds-have-the-most-workers-on-food-stamps-and-medicaid-new-study-shows

24 Pour plus d'informations sur la réponse des entreprises à l'insécurité alimentaire pendant la pandémie de Covid, et sur les 10 millions de dollars US versés à des organisations qui travaillent à améliorer l'accès à la nourriture, veuillez consulter: walmart.org/how-we-give/walmart-orgs-response-to-covid-19

25 R. Abdelbaki (10 mai 2020). Pour les propriétaires de Loblaws, arnaquer les travailleurs canadiens est une entreprise familiale. Jacobin. Disponible sur: www.jacobinmag.com/2020/10/loblaws-westons-coronavirus-workers

26 A. Melin (13 mai 2021). Kroger, critiqué pour avoir mis fin à la prime de risque, a donné 22 millions de dollars au PDG. Bloomberg. Disponible sur: www.bloomberg.com/news/articles/2021-05-13/kroger-blasted-for-ending-hazard-pay-gave-its-ceo-22-million

27 M. Kinder, L. Stater et J. Du (2020). Bénéfices exceptionnels et risques

alimentaire, tout en se détournant des solutions imposées d'en haut et qui ne font qu'approfondir les inégalités sociales.

L'ENTRAIDE ET LA RÉCIPROCITÉ COMMUNAUTAIRE, UNE « VRAIE SOLUTION » À LA FAIM

La réalisation d'un droit humain holistique à une alimentation et une nutrition adéquates permet au débat de dépasser les questions d'accès à la nourriture et de charité, et révèle l'existence de solutions qui s'attaquent aux causes profondes et systémiques de la faim et de la pauvreté. Tout comme les causes de l'insécurité alimentaire étaient palpables bien avant l'épidémie de Covid-19, les réponses au besoin accru de nourriture et de revenus en ces temps difficiles ne sont pas non plus « nouvelles ». Les organisations de base et leurs communautés, ainsi que les mouvements sociaux dans le monde entier, ont une longue histoire d'efforts d'organisation et de réponse aux besoins de ceux et celles en recherche de nourriture et de revenu – des organisations d'entraide aux brigades de solidarité, en passant par l'augmentation de la production de nourritures par les ménages et les communautés. On assiste aujourd'hui à une résurgence des communautés articulées autour de l'entraide – un ensemble de principes directeurs de la prise en charge interdépendante, horizontale et collective de toutes les personnes vivant dans la communauté. Ces actions s'inscrivent dans la réciprocité, une pratique qui constitue depuis longtemps le fondement de la sagesse autochtone et un moyen de survie pour les communautés noires. La vision cosmique du monde des communautés autochtones est ancrée dans l'obligation de préserver l'abondance intrinsèque à la vie, y compris pour les générations futures. On retrouve ces visions du monde chez les Haudenosaunee et les Anishinaabeg au nord-est de l'île de la Tortue avec le *wampum*, « le plat à une cuillère²⁹ ». La notion de « pot commun », un plat généreux qui nourrit toute une communauté de manière égale, permet à ses membres non seulement de survivre mais aussi de s'épanouir dans la dignité.³⁰

La Covid-19 a mis en évidence la nécessité et la puissance des modèles communautaires d'entraide, de prise en charge et d'épanouissement personnel pour les communautés les plus touchées par les inégalités sociales et économiques. Ces modèles de solidarité et de réciprocité sont nécessaires à la survie en temps de crise. Et l'histoire des *susus* (associations communautaires d'épargne profondément enracinées dans l'histoire de l'Afrique) soutient des groupes aujourd'hui : des artisans qui se forment les uns les autres, des agriculteurs et agricultrices qui partagent leurs semences, des voisins et voisines qui cultivent des légumes sur une parcelle communautaire et des familles qui font leurs courses dans des épiceries coopératives. C'est à ces exemples que pourrait ressembler une « vraie » solution à l'insécurité alimentaire, et « une vision puissante d'une société alternative - une société dans laquelle nous ne serions plus considérés comme des marques individuelles, des consommateurs et consommatrices, des entreprises en éternelle concurrence, mais plutôt comme un collectif relié par la compassion, la coopération et l'esprit de la démocratie participative³¹ ».

Cette pandémie a consolidé dans notre conscience collective l'entraide et les modèles de réciprocité communautaire³², grâce aux efforts d'organisation des femmes de couleur³³. Ces pistes peuvent mener à une véritable souveraineté alimentaire et à l'acquisition d'un pouvoir, même si elles sont la bête noire des structures sociétales fondées sur les divisions, l'extraction des ressources et le contrôle de la main-d'œuvre. Si la Covid-19 a constitué une menace importante pour notre santé publique, elle a également donné vie à des formes contemporaines de réciprocité communautaire. A l'avenir, le leadership communautaire, couplé à des changements

mortels : Comment les plus grandes entreprises de vente au détail rémunèrent les travailleurs essentiels pendant la pandémie de Covid-19. The Brookings Institute.

28 Y-H. Chen, M. Glymour, et A. Riley et al. (2021). Surmortalité associée à la pandémie de Covid-19 chez les Californiens de 18 à 65 ans, par secteur professionnel et par profession: de mars à octobre 2020. *PLoS ONE* 16(6): e0252454. Disponible sur: doi.org/10.1371/journal.pone.0252454

29 Les wampums sont des perles de coquillage traditionnelles utilisées par les communautés autochtones de l'Atlantique Nord occidentale qui sont façonnées en ceintures et servent à raconter des histoires. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site: www.onondagana-tion.org/culture/wampum/

30 L.T. Brooks (2008). *Le pot commun: la récupération de l'espace natif dans le nord-est*. University of Minnesota Press.

31 M. Whitley (14 juillet 2020). *Pourquoi « l'entraide » ? - la solidarité sociale, pas la charité*. Open Democracy. Disponible à l'adresse : www.opendemocracy.net/en/can-europe-make-it/why-mutual-aid-social-solidarity-not-charity/

32 M. Sitrin (Ed.) (2000). *Pandémie de solidarité : entraide pendant la crise du Covid-19*. Pluto Press.

33 C. Fernando (2021). *Les réseaux d'entraide trouvent leurs racines dans les communautés de couleur*. abc news. Disponible sur: abcnews.go.com/US/wireStory/mutual-aid-networks-find-roots-communities-color-75403719

structurels au niveau de l'État – des approches basées sur le revenu, le droit au logement, un salaire et des emplois dignes et équitables –, doivent être prioritaires pour garantir la construction d'un système réellement inclusif qui ne laisse personne de côté, tout en prenant soin les uns des autres. C'est peut-être le seul véritable fondement d'une société autonome et juste où chacun a le droit de vivre dans la dignité et l'abondance.